

MASTER

**L'Opposition entre la  
Situation en Hongrie  
et la  
Règle de Droit Continue**

**SUPPLÉMENT AU RAPPORT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE  
DE JURISTES, PUBLIÉ EN AVRIL 1957**

**Juin 1957**

---

**COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES  
LA HAYE**

**MEMBRES DE LA COMMISSION INTERNATIONALE  
DE JURISTES**

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>JOSEPH T. THORSON</b>          | <b>Président, Ottawa, Canada</b>         |
| <b>A. J. M. VAN DAL</b>           | <b>Vice-Président, La Haye, Pays-Bas</b> |
| <b>GIUSEPPE BETTIOL</b>           | <b>Rome, Italie</b>                      |
| <b>DUDLEY B. BONSAI</b>           | <b>New York, Etats-Unis</b>              |
| <b>PHILIPPE N. BOULOS</b>         | <b>Beyrouth, Liban</b>                   |
| <b>PER T. FEDERSPIEL</b>          | <b>Copenhague, Danemark</b>              |
| <b>THEO FRIEDENAU</b>             | <b>Berlin-Ouest, Allemagne</b>           |
| <b>JEAN KREHER</b>                | <b>Paris, France</b>                     |
| <b>HENRIK MUNKTELL</b>            | <b>Upsala, Suède</b>                     |
| <b>JOSE T. NABUCO</b>             | <b>Rio de Janeiro, Brésil</b>            |
| <b>STEFAN OSUSKY</b>              | <b>Washington, D.C.</b>                  |
| <b>SIR HARTLEY SHAWCROSS</b>      | <b>Londres, Angleterre</b>               |
| <b>PURSHOTTAM TRIKAMDAS</b>       | <b>Bombay, Inde</b>                      |
| <b>H. B. TYABJI</b>               | <b>Karachi, Pakistan</b>                 |
| <b>JUAN J. CARBAJAL VICTORICA</b> | <b>Montevideo, Uruguay</b>               |
| <b>EDOUARD ZELLWEGER</b>          | <b>Zurich, Suisse</b>                    |

**NORMAN S. MARSH**  
Secrétaire-Général

La Commission Internationale de Juristes est une organisation non-gouvernementale  
avec Statut Consultatif, Catégorie "B",  
auprès du Conseil Economique et Social des Nations-Unies

Publié en français, anglais, allemand et espagnol  
et distribué par la  
**COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES**  
47, BUITENHOF  
LA HAYE - PAYS-BAS

Des exemplaires supplémentaires de ce Bulletin peuvent  
être obtenus gratuitement en écrivant directement à  
l'adresse de la Commission.

## AVANT-PROPOS

Le 2 mars 1957 la Commission Internationale de Juristes a convoqué à La Haye une conférence internationale d'avocats distingués provenant de 14 pays différents. Le but de cette Conférence était d'examiner la portée légale de l'intervention soviétique en Hongrie au mois de novembre 1956 et après, et d'attirer l'attention des avocats dans le monde entier sur les graves défauts du système judiciaire existant en ce pays-là, notamment en ce qui concerne le système de justice sommaire institué par le régime Kadar. Les documents soumis à la Conférence et les constatations de celle-ci ont été présentés au Comité Spécial des Nations Unies sur le Problème Hongrois par Sir HARTLEY SHAWCROSS à Genève en date du 13 mars 1957, et ensuite publiés dans un rapport intitulé: "The Hungarian Situation and the Rule of Law" (la situation en Hongrie et la Règle de Droit).<sup>1</sup>

Le rapport du Comité Spécial des Nations Unies sur le Problème Hongrois qui a été publié le 20 juin 1957 fait en particulier mention du dossier de la Commission Internationale de Juristes en signalant que celui-ci a été présenté de vive voix au Comité par Sir HARTLEY SHAWCROSS.<sup>2</sup> Il y a d'ailleurs d'amples témoignages dans le corps du rapport du Comité pour démontrer que les faits relatifs à la situation légale en Hongrie et à l'interprétation juridique de ces faits telle qu'elle a été soumise au Comité des Nations Unies par la Commission Internationale ont été acceptés en substance. Un exemple notable se trouve à la page 208 du rapport du Comité (Conclusion XIII) où, à l'appui d'un argument émis par la Commission, il est énoncé expressément que "une intervention massive armée par une Puissance sur le territoire d'une autre, dans l'intention avouée de se mêler des affaires internes du pays, doit, selon la définition de l'agression du Soviet même, être un souci international."<sup>3</sup> De plus, au chapitre 16 du Rapport des NU, "Autres violations des droits humains et des libertés fondamentales", l'exposé donné sur le fond légal des répressions ainsi que sur les instruments internationaux tels que le traité de paix hongrois de 1947 et les Conventions de Genève de 1949 qui sont violés par une telle répression, suit de très près et de point en point les informations fournies par la Commission Internationale de Juristes.

La Commission se sent encouragée par ce que les travaux à l'égard de la Hongrie ont reçu l'appui d'un comité important et autorisé établi par l'Assemblée des NU. Toutefois, la Commission juge important de souligner en ce moment que le régime de répression en Hongrie n'est pas simplement un incident historique mais bien un fait qui persiste.

<sup>1</sup> Les intéressés peuvent obtenir ce document gratuitement sur demande adressée à la Commission Internationale de Juristes, 47 Buitenhof, La Haye, Pays-Bas.

<sup>2</sup> Voir page 7, paragr. 29, et page 218 du Rapport des NU.

<sup>3</sup> Voir aussi paragr. 324, où le Comité des NU se réfère notamment à "une communication de la part d'un groupe international de juristes" sur la définition de l'agression du gouvernement soviétique même et l'applicabilité de celle-ci à la situation en Hongrie.

---

Le rapport du Comité des NU devait traiter pour une grande partie des événements qui aboutissaient à la révolte hongroise et qui en découlaient immédiatement. La Commission désire maintenant porter l'attention des avocats dans le monde entier, et celle de l'opinion publique, sur la violation continue en Hongrie des principes de justice reconnus par toutes les nations civilisées. A cet effet, la Commission a rédigé le rapport suivant qui complète le rapport émis le 2 mars sous le titre "The Hungarian Situation and the Rule of Law." L'opinion de la Commission et l'appel qu'elle fait à la conscience juridique du monde entier ont été récapitulés dans un exposé fait à l'occasion de la publication du rapport du Comité des NU le 20 juin 1957. Cet exposé est conçu dans les termes suivants:

1. Le rapport des NU sur la Hongrie appuie expressément les résolutions de la Conférence de la Haye du 2 mars sur l'administration de la justice en Hongrie et accepte les conclusions juridiques soumises par Sir HARTLEY SHAWCROSS au Comité des Cinq des NU à Genève le 13 mars, à savoir:

- a) que l'intervention russe constituait une "agression", même selon la définition que l'Union Soviétique en a donnée elle-même;
- b) que les méthodes utilisées pour mettre fin à une opposition, méthodes qui entraînaient un préjudice flagrant à l'égard des droits humains, constituent une violation du Charte des NU, du Traité de Paix Hongrois de 1947 et des Conventions de Genève de 1949;
- c) que l'introduction de tribunaux spéciaux et d'une procédure sommaire a privé les prévenus des droits fondamentaux de défense.

2. La Commission Internationale de Juristes a recueilli des informations provenant de sources hongroises qui démontrent que le système de répression judiciaire en Hongrie continue et s'aggrave:

- a) Même les chiffres publiés par les autorités hongroises démontrent que le nombre de personnes jugées pendant les trois derniers mois est trois fois plus grand que pendant les quatre premiers mois après la révolution.
- b) De nouvelles lois ont été introduites entre avril et juin qui affaiblissent encore davantage les garanties déjà insuffisantes pour assurer un jugement équitable. Il est notamment possible maintenant de rejurer devant un tribunal spécial des arrêts déjà prononcés, quand le jugement ne donne pas assez de satisfaction aux autorités. Et, depuis le 15 juin, le droit de l'accusé de choisir son propre avocat a été restreint à une liste spéciale approuvée par le Ministère de la Justice.
- c) La répugnance de certains juges et accusateurs à appliquer les mesures répressives du régime Kadar continue et a abouti à des plaintes et menaces réitérées de la part des autorités hongroises. On admet franchement aujourd'hui que le but du gouvernement Kadar est de supprimer sans pitié les organisateurs de la révolte et ceux qui s'opposent toujours au régime.

3. La Commission Internationale de Juristes, en sa qualité d'organisation non gouvernementale avec une personnalité consultative auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, organisation qui représente les idées des juristes d'un grand nombre de pays, fait appel aux états membres des Nations Unies et à l'opinion mondiale pour:

*a)* prendre des mesures efficaces, à la lumière du rapport du Comité Spécial des NU, afin de soutenir, en conformité du Charte, du Traité de Paix avec la Hongrie de 1947 et des Conventions de Genève de 1949, l'autorité du Régime de Loi et la protection des droits humains en Hongrie;

*b)* insister, en tant que démarche immédiate, sur l'admission d'un comité d'enquête d'avocats comme observateurs en Hongrie.

JUIN 1957

NORMAN S. MARSH  
Secrétaire Général

## LA POLITIQUE JURIDIQUE DU REGIME KADAR

Le Compte-rendu de la Conférence de La Haye sur la Hongrie, publié par la Commission Internationale de Juristes, rapporte le texte du discours prononcé à Budapest, le 15 février 1957, par le Dr. NEZVAL, alors Ministre de la Justice. Le mécontentement qu'il montrait clairement à propos de la manière dont les juges appliquaient la politique du régime, s'est manifesté dans plusieurs autres déclarations du même ordre. C'est ainsi que le 22 février 1957, le *Nepszabadsag* examinait une résolution adoptée par les autorités du Parti le 17 février. Le journal commentait la situation encore quelque peu difficile et déclarait: "La seule issue à cette situation critique ne passe pas par des compromis avec les exigences des contre-révolutionnaires mais plutôt par une position ferme et déterminée à l'égard des contre-révolutionnaires et des fauteurs de troubles." Le 2 mars, le Dr. NEZVAL prenait la défense de la justice sommaire. Il disait: "Nous nous servons de cet instrument, en quelque lieu qu'il le faille, pour restaurer complètement l'ordre public et pour consolider la sécurité publique. La procédure accélérée est une mesure nécessaire mais nous voulons seulement la conserver le temps nécessaire." Les mesures d'urgence, ajoutait-il, seraient abolies après le rétablissement complet de l'ordre, la normalisation de la production et l'anéantissement des forces contre-révolutionnaires. "Nous ne voulons pas d'un régime de terreur mais nous voulons défendre et nous la défendrons la dictature du prolétariat. Des millions de travailleurs approuvent notre Droit tandis que les ennemis du pays et du peuple le craignent."

A la fin de mars, on relevait certains indices d'une offensive accrue contre les juges et les procureurs qui n'agissaient pas selon les désirs du gouvernement. Ainsi, dans un article de *Magyarország* du 27 mars, le Dr. GYULA SZENASI, Procureur Général, parlait d'une "minorité" de fonctionnaires de la justice qui, "préoccupés par les erreurs du passé craignent constamment, en rendant la justice, d'interpréter trop strictement le Droit (ce qu'ils ont fait abondamment dans le passé). Hantés par le cauchemar d'une action illégale, ils violent le droit d'une telle manière que, faisant preuve d'une ignorance politique et juridique incroyable ils punissent et oublient de protéger la société... Leur politique consiste à garder des rapports cordiaux avec tout le monde et à faire semblant d'être "humain". Ils essayent de rêver d'indépendance de juges, d'impartialité, bien qu'ils sachent trop bien, en pleine conscience, que de tels rêves n'existent pas... Leur indépendance et leur impartialité signifie, en pratique, lâche opportunisme... Dans les moments historiques présents, féconds en difficultés, la politique personnelle des années passées subit également une épreuve. On a découvert qu'il existait encore des hommes indignes sur lesquels l'édu-

cation socialiste était restée tout simplement sans prise. Nos expériences avec eux sont du même genre que celles du dresseur d'animaux qui veut apprendre à nager au perroquet. Il peut ainsi arriver que les discours politiques des juristes commencent par une citation marxiste et continuent par une affirmation selon laquelle la politique n'a rien à voir avec la justice."

Après avoir donné des exemples de condamnations prétendument trop indulgentes, le Procureur Général, a admis, et souligné l'importance de l'influence exercée sur le tribunal par le Ministère Public: "Cela se produit grâce à l'acte d'accusation dressé dans l'esprit du Parti, bien étayé par des preuves et renforcé, s'il y a lieu, par des considérations politiques". Il est intéressant de noter que le Procureur Général, dans un article rédigé à l'intention des lecteurs hongrois, estima nécessaire de se reporter, dans une certaine mesure, à la Conférence de la Commission sur la Hongrie, tenue à La Haye, et de critiquer ce qu'il appela sa conception de la "légalité bourgeoise" et la "stupide plaisanterie" de l'impartialité.

Le fait que les 28 et 29 mars des Conférences de juges et de procureurs eurent lieu à Budapest est un indice de plus des préoccupations des autorités. A la première séance, le Président de la Cour Suprême, le Dr. JOZSEF DOMOKOS donna un aperçu des considérations juridiques et politiques fondamentales qui devraient guider les tribunaux; à la seconde, on discuta, dit-on, des principes de légalité, d'uniformité et de sévérité qu'il y aurait lieu d'observer dans l'examen des délits contre-révolutionnaires.

Le 30 mars, le Dr. NEZVAL se mit, à nouveau, à adresser des réprimandes aux juges. Au cours d'une interview à la Radio, il déclara que la contre-révolution avait troublé l'esprit d'un nombre considérable de juges et de fonctionnaires de la justice: "Je dois admettre que quelques membres de la profession judiciaire, quoiqu'en nombre négligeable, entrèrent au service des contre-révolutionnaires." Il énuméra ensuite les mesures d'urgence qui furent prises après la contre-révolution. Il les décrit comme des mesures "destinées à entreprendre une lutte efficace et vigoureuse contre les éléments contre-révolutionnaires, les criminels professionnels et les fauteurs de troubles irresponsables". Le Dr. NEZVAL dit que les tribunaux militaires "acceptèrent sans hésitation ce combat impitoyable". Les tribunaux ordinaires, "après quelque flottement initial", montrent maintenant dans leur travail une détermination de plus en plus grande. Le Dr. NEZVAL dit encore que pour que les tribunaux deviennent plus efficaces, il faudrait qu'ils améliorent leurs rapports avec les forces de sécurité, avec la Police et les autorités du Ministère Public. Interrogé, le Dr. NEZVAL déclara que malgré un certain flottement, les juges avaient, néanmoins, joué le rôle de tribunal de la dictature du prolétariat.

Le 17 avril, l'éditorial du *Nepszabadsag* rapportait que le Parti se rendait compte que pour consolider le pouvoir du Peuple il ne fallait pas s'incliner devant la contre-révolution, mais, au contraire la briser, non seulement par les armes mais aussi politiquement et idéologiquement.

Le 1er mai, M. KADAR, dans son Discours à l'occasion de la Fête du Travail, affirma sa conviction "que les criminels devaient être punis et que ceux qui nouaient des intrigues contre la République Populaire et le travail du Peuple devaient être emprisonnés. Nous estimons que le pouvoir, la vie et la paix du peuple sont ce qu'il y a de plus sacré au monde. En conséquence, nos organes judiciaires répondent bien aux exigences de l'humanité et de la démocratie lorsqu'ils traitent les criminels avec la plus grande sévérité."

Le 9 mai, M. KADAR fit un discours devant l'Assemblée Nationale dans lequel il dit qu'il n'y avait pas eu de représailles en Hongrie. "Notre poing ne frappe que ceux qui avaient organisé le combat contre le pouvoir populaire ou qui y avaient délibérément pris part après le 12 novembre. Le Gouvernement ne demandera à personne de rendre des comptes pour avoir participé à un défilé ou à une manifestation, à condition qu'il n'y ait eu aucun autre acte contre-révolutionnaire plus grave de commis qui devrait alors être jugé avec la plus grande sévérité. Mais ceci ne peut entraîner l'impunité pour les organisateurs et les assassins et cela ne veut pas dire que nous ne rechercherons pas ces derniers et que nous ne leur demanderons pas de rendre des comptes. Il ne peut y avoir d'impunité, non plus, pour ceux qui, après le 4 novembre, ont poursuivi avec entêtement la lutte contre la démocratie populaire et qui ont continué à organiser la contre-révolution."

Quelques jours plus tard, M. KADAR, dans un discours prononcé à l'Assemblée Nationale, déclara: "Les châtiments doivent être sévères et si quelqu'un a commis un crime capital, il ne doit avoir pour ce crime que ce qu'il mérite. Pourquoi? Celà, afin que nous puissions détourner des crimes contre le peuple ceux qui n'en ont pas encore commis."

Le 19 mai, le *Nepszabadsag* réclamait que "la justice soit rendue dans l'esprit de la lutte des classes," c'est à dire "avec une rigueur inexorable pour les seuls ennemis du peuple, pour les organisateurs, les chefs, les participants volontaires et pour ceux coupables de crimes graves, mais non pour les travailleurs qui se sont trompés ou qui ont failli une fois." Le journal continuait: "Le libéralisme qui a marqué certaines condamnations et l'attitude de quelques juges à l'égard des ennemis de notre peuple devront être considérés comme un sérieux avertissement. L'administration judiciaire et les organisations du Parti doivent arriver à des conclusions exactes. Nous devons éliminer le

chaos idéologique qui a été occasionné non seulement par l'infiltration de l'idéologie contre-révolutionnaire, mais aussi par les erreurs passées . . . et par les lacunes qui existent actuellement dans l'administration de nos tribunaux . . . Notre administration judiciaire doit se débarrasser des juges qui ne sont pas faits pour leur profession."

L'article reconnaissait clairement qu'une "Chambre Populaire", instituée récemment à cause de l'"opportunisme" et du "libéralisme" de certains juges, avait été obligée d'examiner les affaires une seconde fois "afin d'infliger les châtiments nécessaires."

Ces déclarations indiquent, d'une part, l'existence de troubles persistants au sein de la profession judiciaire, et, d'autre part, la volonté du Régime Kadar d'employer la procédure judiciaire afin d'assurer sa prééminence politique.

## II

### NOUVELLE LEGISLATION RELATIVE AUX CONDAMNÉS POLITIQUES

Des lois antérieures, qui ont été commentées dans le Rapport de la Commission sur "la situation en Hongrie et la Règle de Droit" avaient institué des tribunaux spéciaux dans lesquels l'élément non-professionnel dominait, et introduit une procédure sommaire applicable à la fois par ces tribunaux, par les tribunaux militaires et par les tribunaux ordinaires pour une vaste catégorie de délits criminels; cette procédure privait les accusés de la plupart des garanties judiciaires reconnues comme essentielles par les systèmes juridiques des nations civilisées. Un décret-Loi du 5 avril complète le système de la justice sous contrôle politique en instituant une Chambre Populaire à la Cour Suprême de Justice. Un seul juge sur cinq doit être juriste de profession, les quatre autres (dont le vote majoritaire prévaut) sont nommés par le Présidium de la République Populaire, c'est à dire par ceux qui, à présent, contrôlent politiquement la Hongrie. Cette Chambre Populaire peut siéger en tant que Tribunal de Première Instance ou comme Tribunal de révision ou d'appel à la demande du Président de la Cour Suprême ou du Procureur Général. Il apparaît que cette Chambre Populaire n'est pas conçue comme une Cour d'Appel ordinaire à laquelle l'accusé ou le Procureur peut s'adresser, mais plutôt comme un Tribunal par l'intermédiaire duquel le Président de la Cour Suprême ou le Procureur Général peut contrôler, corriger et, s'il y a lieu, soumettre à la compétence de la Chambre Populaire, l'administration de la justice criminelle dans des Procès politiques dans tout le pays. Il faut également souligner que le Décret-Loi du 5 avril habilite expressément la Chambre Populaire à condamner un accusé qui a été acquitté antérieurement ou à aggraver sa con-

damnation alors qu'aucun appel n'est fait dans l'intérêt de l'accusé. Les autorités hongroises n'ont guère fait de publicité autour des procès se déroulant devant la Chambre Populaire, mais dans le premier Procès, une condamnation à une peine de 15 ans d'emprisonnement a été commuée en peine de mort et elle fut immédiatement exécutée.

On doit souligner qu'au cours des débats de première instance devant la Chambre Populaire, la même procédure sommaire qui est en vigueur conformément à une législation antérieure devant les autres tribunaux criminels peut être appliquée: cela signifie que l'accusé peut être jugé sur présentation orale de l'affaire par le Procureur sans qu'il y ait d'acte d'accusation ce qui a pour conséquence que l'accusé se voit privé de la notification des charges et du temps nécessaire pour préparer sa défense.

Le système de contrôle exercé sur le peuple de Hongrie a été complété par une ordonnance du 19 avril 1957, prétendument prise par le Ministre de l'Intérieur en exécution d'un Décret de 1939 (voir Annexe B). En vertu de ce Décret, les personnes qui ne peuvent, par suite de l'absence de preuves existantes ou éventuelles, être poursuivies pénalement, peuvent être expulsées de leur domicile permanent ou de leur résidence et/ou soumises à la surveillance de la Police, sous prétexte qu'elles sont "dangereuses pour la sécurité publique ou celle de l'Etat ou pour la coexistence socialiste, ou même parce qu'elles constituent un danger du point de vue d'autres intérêts importants de l'Etat" ou simplement "pour des raisons économiques". D'un point de vue juridique il faut noter que cette rigoureuse ingérence dans la liberté individuelle peut se faire par la seule voie administrative et que la décision sur l'appel appartient au seul chef des autorités de police responsables de l'exécution de l'expulsion, c'est à dire au Quartier Général de la Police d'Etat du Ministère de l'Intérieur.

Conformément à un Décret du Présidium du 17 juin, dont le texte complet n'est pas encore disponible, les garanties pour l'accusé de crimes politiques qui est jugé par des tribunaux spéciaux ont été encore réduites du fait de la limitation des droits de la défense. Un accusé ne peut maintenant être défendu que par un avocat figurant sur la liste approuvée par le Ministère de la Justice.

### III

#### PROCES PUBLIES PAR LES AUTORITES HONGROISES

Dans son Rapport sur "La situation en Hongrie et la Règle de Droit", la Commission Internationale de Juristes a fourni des renseignements tirés exclusivement de sources officielles hongroises sur

128 personnes qui ont été jugées pour des délits politiques depuis le début de novembre jusqu'au 23 février. Il est clair que ces renseignements sont incomplets, mais la Commission estime qu'il est important de montrer, que même d'après les faits admis par les autorités hongroises, la situation de l'administration de la justice est profondément troublante. Le tableau annexé à ce Rapport donne des renseignements similaires provenant de sources hongroises pour la période du 24 février au 22 juin. Le régime d'extrême sévérité continue: sur un total de 296 procès, on note 79 condamnations à mort ou à l'emprisonnement à vie, et il faut constater que pour 14 procès les condamnations n'ont pas été publiées. Dans 17 cas, on reconnaît que les condamnations ont été suivies d'exécutions. Peut-être encore plus significatif est le fait que dans deux cas seulement les accusés ont été relâchés, dont un en raison de son "repentir". Un autre fait caractéristique est le secret dans lequel les procès sont menés à l'exception de quelques cas particuliers, notamment celui de Ilona Toth, une étudiante en médecine de 25 ans.

## **Annexe A**

*Décret-Loi No 25/1957 du Présidium de la République Populaire relatif à l'institution de la Chambre Populaire de la Cour Suprême et à la réglementation de sa procédure.*

(Magyar Közlöny No 40, du 6 avril 1957, page 237 et suiv.)

Le Présidium de la République Populaire, dans le but d'assurer l'uniformité des décisions juridictionnelles conformément aux intérêts des travailleurs, dans les procès criminels intentés contre tout acte criminel contre-révolutionnaire et contre tout acte menaçant l'ordre public et la sécurité de l'Etat, a pris le décret suivant :

### **TITRE I**

#### **ORGANISATION**

Art. 1/1. Est instituée une Chambre Populaire qui fonctionne comme tribunal d'exception au sein de la Cour Suprême de la République Populaire Hongroise.

Art. 1/2. La Chambre Populaire de la Cour Suprême appelée ci-après Chambre Populaire, se compose d'un Président et de quatre Juges Populaires.

Art. 2/1. Le Président de la Chambre Populaire est nommé par le Président de la Cour Suprême de la République Populaire parmi les juges professionnels.

Art. 2/2. Les Juges Populaires sont élus par le Présidium de la République Populaire pour une durée indéterminée.

Art. 2/3. Les Juges Populaires peuvent être élus parmi ceux qui, conformément à la Loi II de 1954, Art. 10/1 relative à l'organisation judiciaire de la République Populaire hongroise, peuvent être choisis comme juges professionnels ou comme assesseurs populaires.

La situation juridique des juges populaires est la même que celle des juges de la Cour Suprême.

### **TITRE II**

#### **DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROCEDURE CRIMINELLE APPLICATION DES REGLES GENERALES DU CODE DE PROCEDURE CRIMINELLE**

Art. 4. Les dispositions de la Loi III de 1951 (Code de Procédure Criminelle), amendée par la Loi V de 1954, sont applicables dans les débats à la Chambre Populaire avec les modifications apportées par le présent Décret-Loi.

#### COMPÉTENCE DE LA CHAMBRE POPULAIRE

Art. 5. La compétence de la Chambre Populaire s'étend, conformément aux dispositions du présent Décret-Loi, aux procès criminels relevant tant des tribunaux ordinaires que des tribunaux militaires.

#### PROCÉDURE SUIVIE PAR LA CHAMBRE

Art. 6. La Chambre Populaire fonctionne – indépendamment des règles de compétence normalement applicables – comme tribunal de Première instance pour tout procès criminel, lorsque le Président de la Cour Suprême porte le procès devant la Chambre Populaire ou lorsque le Procureur Général engage un procès devant la Chambre Populaire.

Art. 7/1. Le Procureur Général peut traduire devant la Chambre Populaire, sans avoir à présenter d'acte d'accusation, un accusé en détention préventive d'enquête si toutes les preuves relatives à l'affaire peuvent être produites devant le tribunal. Dans ce cas, la Chambre Populaire ne fixe pas de date pour l'audience et ne délivre pas de citations à comparaître, le Procureur Général se chargeant de faire citer les témoins et les experts et de produire tout autre moyen de preuve nécessaire.

Art. 7/2. Le Procureur Général présente oralement l'acte d'accusation au cours des débats dans les cas tombant sous l'alinéa 1.

Art. 8. Lorsque le Procureur Général présente l'acte d'accusation, les débats doivent avoir lieu dans les plus brefs délais. Dans ces cas, les dispositions du Code de Procédure Criminelle relatives à la séance préliminaire et à la date fixée pour les débats ne sont pas applicables.

#### JURIDICTION D'APPEL

Art. 9. La Chambre Populaire rend le jugement sur l'appel qui a été interjeté contre une sentence prononcée par un tribunal de première instance lorsque l'affaire a été portée devant la Chambre Populaire par le Président de la Cour Suprême ou lorsque le Procureur Général porte l'affaire pour appel devant la Chambre Populaire.

Art. 10. La Chambre Populaire motive sa décision sur le fond de l'affaire – mises à part les exceptions de l'article 11 – d'après les faits reconnus par le Tribunal de première instance.

Art. 11/1. Si le Tribunal de première instance

a) a mal établi les faits

b) n'a pas exposé les faits clairement ou les a exposés d'une manière contradictoire avec les pièces ou bien encore les a fait reposer sur des présomptions inexactes, et qu'un exposé complet, c'est-à-dire exact des faits peut être déduit indiscutablement des pièces, l'exposé des faits peut être complété ou corrigé d'office par la Chambre Populaire.

Art. 11/2. Si dans les affaires tombant sous l'alinéa 1, un exposé des faits complet, c'est-à-dire exact ne peut être indiscutablement déduit des pièces, la Chambre Populaire peut, discrétionnairement:

a) ordonner un supplément de preuves, ou

b) déclarer nulle la sentence du Tribunal de première instance et donner des instructions au Tribunal de première instance pour ouvrir un nouveau procès.

Art. 11/3. La Chambre Populaire peut, dans les procès tombant sous l'alinéa 2 (a), examiner les preuves elle-même ou en charger le tribunal de première instance.

Art. 11/4. Pour les procès tombant sous l'alinéa 2 (b), une autre chambre du tribunal de première instance peut être appelée à juger l'affaire. La Chambre Populaire connaît de tout appel interjeté contre la nouvelle sentence du tribunal de première instance en cas de réexamen de l'affaire.

Art. 11/5. Si la Chambre Populaire complète ou corrige l'exposé des faits, elle réexamine la sentence du tribunal de première instance sur la base des faits qui ont été établis.

Art. 12/1. Si la Chambre Populaire décide que le Tribunal de première instance a jugé incorrectement, elle modifie la sentence du Tribunal de première instance et rend la décision conformément au droit.

Art. 12/2. La Chambre Populaire – après un examen approfondi de toutes les circonstances qui doivent être prises en considération – peut condamner un accusé qui a été jugé non coupable, ou aggraver la condamnation d'une personne qui a été jugée coupable même si le Procureur Général n'interjette pas appel a minima.

#### JUGEMENT SUR LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

Art. 13. Le Procureur Général ou le Président de la Cour Suprême peut aussi introduire une protestation devant la Chambre Populaire dans l'intérêt de la légalité contre les décisions qui ont acquis autorité de la chose jugée, d'un tribunal en matière criminelle, sauf si la décision en question a été prise par le Présidium de la Cour suprême de la République Populaire.

Art. 14/1. Le Procureur Général peut aussi demander la révision devant la Chambre Populaire dans le cas d'une décision ayant acquis autorité de la chose jugée d'un tribunal quelconque. Si la Chambre Populaire estime que la requête est bien fondée, elle peut réviser le procès elle-même.

Art. 14/2. Les dispositions contenues dans l'alinéa 1 peuvent aussi s'appliquer aux cas de demande en révision d'une décision de la Chambre Populaire.

DÉCISIONS RELATIVES AUX RECOMMANDATIONS POUR LE  
RECOURS EN GRÂCE ET À L'EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS

Art. 15/1. Si la Chambre Populaire condamne un accusé à mort, elle décide immédiatement s'il y a lieu de le recommander pour le recours en grâce ou non.

Art. 15/2. Si la Chambre Populaire décide à l'unanimité ou à la majorité de recommander un accusé pour le recours en grâce, elle envoie immédiatement les pièces du procès avec le recours en grâce déposé et avec l'exposé de la prise de position du Procureur Général et de la Chambre Populaire au Ministre de la Justice qui les fait suivre au Présidium de la République Populaire.

Art. 15/3. Si la Chambre Populaire ne recommande pas un accusé pour la grâce, elle est responsable de l'exécution de la condamnation à mort.

Art. 16. L'exécution des peines d'emprisonnement doit avoir lieu aussitôt après le prononcé du jugement par la Chambre Populaire.

*TITRE III*

DISPOSITIONS DE DROIT CRIMINEL

Art. 17/1. Si la Chambre Populaire juge en premier ressort un acte criminel qui tombe sous les dispositions de la procédure sommaire (décret-loi No 4/1957, art. 1, al. 1 et 2), elle rend son jugement conformément à l'article 5 et à l'alinéa 1 de l'article 8 du décret-loi ci-dessus mentionné.

Art. 17/2. Si la Chambre Populaire siège en tant que tribunal de deuxième instance ou en tant que tribunal compétent pour les voies de recours extraordinaires, la condamnation pour un acte criminel qui tombe sous les dispositions de la procédure sommaire (décret-loi No 4/1957, art. 1 et 2) est prononcée conformément à l'article 5 et à l'alinéa 1 de l'article 8, si la procédure de première instance a été conduite conformément aux dispositions régissant la procédure criminelle sommaire. Les dispositions des articles 9 à 14 sont aussi applicables dans ce cas.

*TITRE IV*

DISPOSITIONS DIVERSES ET ENTRÉE EN VIGUEUR DU DÉCRET-LOI

Art. 18. Les dispositions suivantes remplacent la seconde partie de l'alinéa 1 de l'article 5 du décret-loi no. 4 de 1957:

"Le Tribunal peut, eu égard à toutes les circonstances de l'affaire, prononcer des peines d'emprisonnement à vie ou allant de 5 à 15 ans, à la place de la peine de mort. Aucune peine inférieure ne peut être infligée."

Art. 19/1. Le décret-loi s'applique aux procès qui sont pendants au moment de son entrée en vigueur. Les dispositions du décret-loi relatives aux décisions sur les demandes en révision ou sur les recours pour l'examen de la légalité de la procédure, sont aussi applicables aux procès qui furent jugés par une décision ayant acquis autorité de la chose jugée avant l'entrée en vigueur du présent décret-loi.

Art. 19/2. Les dispositions de l'alinéa 1 ne modifient pas l'alinéa 3 de l'article 214 du Code de Procédure criminelle.

Art. 20. Le présent décret-loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.<sup>1</sup>

ISTVAN DOBI s.k.  
Président du Présidium  
de la République Populaire

ISTVAN KRISTOF  
Secrétaire

---

<sup>1</sup> Le 6 avril 1957.

## Annexe B

*Ordonnance No 1/1957 (III. 19), B.M. du Ministre de l'Intérieur, relatif à l'expulsion et à la mise sous le contrôle de la Police de certaines personnes.*

Magyar Közlöny, No 32, 19 mars 1957

En application du décret No. 8130/1939, M.E. et dans le but d'assurer plus efficacement la légalité, je décrète ce qui suit:

### *Article 1*

Les chefs des "Unités" de la Police du Comté ou de la Police de Budapest, sont autorisés à:

- a) expulser de leur domicile permanent ou temporaire ou d'une partie déterminée du territoire, les personnes qui sont dangereuses pour la sécurité publique et celle de l'Etat, ou pour la vie de la communauté socialiste ou qui sont indésirables eu égard<sup>1</sup> à tout autre intérêt important de l'Etat, ou qui sont dangereuses pour l'économie;
- b) placer ces personnes sous le contrôle de la police à leur domicile permanent ou temporaire, ou dans la circonscription territoriale administrative dans laquelle est situé leur domicile;
- c) expulser une personne, et la placer en même temps sous la surveillance de la police en tout autre endroit du territoire.

### *Article 2*

Les mesures de contrainte énumérées à l'article 1 ne peuvent être prises à l'encontre

- a) des personnes qui ont passé 60 ans
- b) des personnes qui ont au moins deux enfants de moins de dix ans, ou
- c) de ceux qui ont deux personnes sans ressources à leur charge et dont l'existence serait affectée par ces mesures de contrainte.

### *Article 3*

Les groupes suivants de personnes ne peuvent être expulsés ni placés sous la surveillance de la Police:

- a) les personnes contre qui doit être intenté un procès criminel avec des preuves à l'appui;
- b) les mineurs;
- c) les personnes qui, selon le Docteur de la Police, souffrent d'une longue maladie ou d'une maladie grave;
- d) les femmes en état de grossesse avancée;
- e) les personnes sourdes, infirmes ou diminuées de toute autre manière, ou celles qui ne sont pas saines d'esprit.

<sup>1</sup> La version originale est, sur ce point, plus précise.

#### *Article 4*

- 1) la personne qui est expulsée, doit, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'ordonnance définitive d'expulsion, quitter son domicile et se rendre dans un autre lieu de résidence de son choix. La personne expulsée peut choisir tout autre lieu de résidence, excepté la zone spécifiée dans l'ordonnance d'expulsion.
- 2) une personne expulsée ne peut pas retourner dans le village (ville, district, zone) d'où elle a été expulsée, sans autorisation préalable de l'autorité de police compétente de son nouveau domicile.

#### *Article 5*

Les personnes qui tout en ayant été expulsées, ont été placées sous le contrôle de la police, doivent déménager dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'ordonnance définitive d'expulsion pour le village (la ville, le district, la zone) qui leur a été assigné par la police. Elles ne peuvent quitter leur résidence forcée qu'avec la permission de l'autorité de police de leur nouveau domicile.

#### *Article 6*

- 1) Les personnes placées sous la surveillance de la police:
  - a) ne peuvent quitter leur résidence, ou la circonscription territoriale administrative désignée dans l'ordonnance, sans autorisation préalable de l'autorité de police du lieu de leur nouvelle résidence;
  - b) doivent se présenter à la police chaque fois que l'ordonnance le prévoit;
  - c) doivent respecter les restrictions prévues dans l'ordonnance.
- 2) L'ordonnance plaçant une personne sous le contrôle de la Police, ne doit pas prévoir que la personne en question ait à se présenter à la police (cf. al. 1 du présent article) plus d'une fois par semaine.
- 3) L'autorité de police peut interdire à une personne qui se trouve sous le contrôle de la police:
  - a) de s'absenter à certains moments de la journée;
  - b) de se rendre dans des lieux publics en général, ou dans des lieux publics déterminés;
  - c) d'utiliser le téléphone dans son appartement.
- 4) Ces restrictions doivent être instituées de manière à ne pas empêcher la personne qui est sous le contrôle de la Police de poursuivre ses occupations.

#### *Article 7*

L'expulsion des personnes et leur mise sous le contrôle de la police ne se font que pour une période de six mois qui peut être prolongée trois fois pour six autres mois, mais elle ne doit jamais dépasser deux ans au total. A l'expiration de chaque période de six mois l'affaire doit être réexaminée d'office.

#### *Article 8*

- 1) On peut interjeter appel des ordonnances rendues en première instance qui imposent les mesures restrictives prévues par le présent décret, et des ordonnances rendues après le réexamen de l'affaire et confirmant les premières.
- 2) L'appel interjeté contre une décision de première instance est suspensif d'exécution.
- 3) Les appels sont jugés par l'autorité de police d'Etat du Ministère de l'Intérieur.

#### *Article 9*

Une ordonnance d'expulsion qui est devenue définitive ou une ordonnance relative à la mise d'une personne sous le contrôle de la police et l'annulation de telles ordonnances doivent être mentionnées sur la carte d'identité des personnes expulsées ou placées sous le contrôle de la police.

#### *Article 10*

La personne qui à été expulsée par la police d'un ou de plusieurs lieux ou d'une région déterminée du territoire et qui, bien que tombant sous le coup de l'ordonnance d'expulsion, y retourne, et la personne qui viole ou tourne les dispositions relatives au contrôle de la police, commet une infraction au sens du décret ayant force de loi, No 16/1956.

#### *Article 11*

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication. Ses dispositions s'appliquent également aux affaires pendantes.

#### *Article 12*

Le présent décret sera exécuté par l'autorité de police nationale du Ministère de l'Intérieur.

#### *Article 13*

Le décret No 760/1939 B.M. est abrogé dès l'entrée en vigueur du présent décret.

BELA BISZKU  
Ministre de l'Intérieur

**INFORMATIONS SUR LES ARRESTATIONS  
27 FEVRIER ET JUIN 1957**

| Source  |            |          | Tribunaux                                 |                  | Informations            |
|---------|------------|----------|---|------------------|-------------------------|
| Dossier | No. Source | Date     | Nature du tribunal                        | Lieu du tribunal | Nom                     |
| 129     | RB         | Fév. 18  | Tribunal Militaire                        | Budapest         | Magas, Sandor           |
| 130     | RB         | Fév. 21  | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Barta, Bela             |
| 131     | RB         | Fév. 27  | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Toeroek, Istvan         |
| 132-137 | RB         | Fév. 27  | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | 6 hommes                |
| 138     | RB         | Fév. 28  |   |                  | Cziraki, Mihaly         |
| 139-143 |            | Mars 1er | Tribunal Militaire                        | Budapest         | 5 hommes                |
| 144     | Nep        | Mars 3   | Tribunal de Comté<br>(Tribunal ordinaire) | Szeged           | Molnar, Janos           |
| 145     | Nep        | Mars 3   | Tribunal de Comté<br>(Tribunal ordinaire) | Szeged           | Virgonc, Pal            |
| 146-150 | Nep        | Mars 3   | Tribunal de Comté<br>(Tribunal ordinaire) | Szeged           | 5 hommes                |
| 151     | RB         | Mars 6   |   |                  | Nagy, Tamas             |
| 152     | RB         | Mars 7   | Tribunal de Comté                         | Pecs             | Szabo, Istvan           |
| 153     | RB         | Mars 7   | Tribunal de Comté                         | Pecs             | Pal, Lajos              |
| 154     | RB         | Mars 7   | Tribunal de Comté                         | Pecs             | Fekete, Janos           |
| 155     | RB         | Mars 7   | Tribunal de Comté                         | Pecs             | Pajta?, Laszlo          |
| 156-157 | RB         | Mars 7   | Tribunal de Comté                         | Pecs             | 2 hommes                |
| 158     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | Benke, Miklos           |
| 159     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | K., Janos )             |
| 160     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | B., Mihaly              |
| 161     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | T., Laszlo              |
| 162     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | J., Lukacs              |
| 163     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | J., Jozsef              |
| 164     | RB         | Mars 11  |   | Budapest         | Misti, Laszlo           |
| 165     | RB         | Mars 11  | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Bokros, Imre            |
| 166     | NEP        | Mars 12  | Tribunal de Comté                         | Csongrad         | Bugyik, Sandor          |
| 167     | NEP        | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Pest             | Szmrek, Benjamin        |
| 168     | NEP        | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Pest             | Raffael, Peter          |
| 169     | NEP        | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Pest             | Mraz, Peter             |
| 170     | NEP        | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Pest             | L. I.                   |
| 171     | NEP        | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Pest             | R. M.                   |
| 172     | RB         | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Heves            | Ivadi, Laszlo           |
| 173     | RB         | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Heves            | Gyoery, Kalman          |
| 174     | RB         | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Heves            | Becskei, Bela (Istvan?) |
| 175     | RB         | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Heves            | Seboek, Jozsef          |
| 176     | RB         | Mars 13  | Tribunal de Comté                         | Heves            | Hanko, Laszlo           |
| 177     | RB         | Mars 15  | Tribunal Militaire                        | Nagykanizsa      | Horvath, Istvan         |
| 178     | HIS        | Mars 15  | Tribunal Militaire                        | Budapest         | Garami, Gyula           |
| 179     | SHI        | Mars 15  | Tribunal Militaire                        | Budapest         | Bata, Sandor            |
| 180     | NEP        | Mars 16  | Tribunal de Ville                         | Budapest         | Rehm, Jozsef            |

1) Abréviations voir p. 98 du Rapport. 2) Pour les mineurs les noms de famille ne sont pas mentionnés.

**EFFECTUEES EN HONGRIE ENTRE LE  
PROVENANT DE SOURCES HONGROISES<sup>1</sup>**

| sur les condamnés                    |  |   | Informations sur le procès  |            |                  |                           |
|--------------------------------------|--|---|---|------------|------------------|---------------------------|
| Age                                  | Profession   | Accusation  | Condamnation  | Appel      | Jugement d'appel | Exécution                 |
|                                      | Ouvr. d'usine<br>Contre maître                           | Detention d'armes<br>Manifestation<br>Contre-rev.<br>Contre-rev.<br>Recel d'armes   | Mort<br>14 ans<br>Détenion<br>(aliéné)<br>3-12 ans  | Oui        |                  | Prés. com-<br>muté        |
|                                      | Journaliste  | Recel d'armes<br>Contre-rev.<br>Contre-rev.<br>A ecrit articles incendiaires<br>Contre-rev.<br>Contre-rev.<br>Contre-rev.<br>Contre-rev.<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes  | Mort<br>6 mois<br>à 2 ans<br>2 ans<br>Vie<br>Vie<br>15 ans<br>15 ans<br>8 ans<br>4 ans<br>4 ans<br>3½ ans<br>3½ ans<br>1½ ans<br>3 ans et<br>8 mois<br>5 ans<br>Vie | 3 Oui      | Vie              | Prés.; 2<br>exécutés      |
| min.<br>min.<br>min.<br>min.<br>min. | apprenti<br>apprenti<br>apprenti<br>apprenti<br>apprenti | Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes<br>Recel d'armes   | 4 ans<br>4 ans<br>3½ ans<br>3½ ans<br>1½ ans  |            |                  |                           |
| 19                                   | apprenti<br>Maçon<br>Serrurier                           | Recel d'armes<br>Contre-Rev.<br>Recel d'Armes<br>Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Contre-rev.; Recel d'Armes<br>Contre-rev.; Recel d'armes<br>Contre-rev.; Recel d'Armes<br>Contre-rev.; Recel d'Armes<br>Contre-rev.; Recel d'Armes | 6 ans<br>Vie<br>6 ans<br>15 ans<br>8 ans<br>2 ans<br>1½ ans<br>3 mois<br>6 ans<br>4-20 mois<br>4-20 mois<br>4-20 mois<br>4-20 mois                                  |            |                  |                           |
| min.<br>min.                         |  | Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Assassinat; Larcin<br>Contre-rev.; Recel d'Armes<br>Contre-rev.; Recel d'armes<br>Contre-rev.; Recel d'Armes<br>Contre-rev.; Recel d'Armes  | 15 ans<br>8 ans<br>2 ans<br>1½ ans<br>3 mois<br>6 ans<br>4-20 mois<br>4-20 mois<br>4-20 mois  |            |                  |                           |
| 25                                   | Fermier<br>Conducteur<br>de Camion                       | Recel d'Armes<br>Detention d'Armes<br>Detention d'Armes<br>Recel d'Armes  | 15 ans<br>Mort<br>Mort<br>5 ans   | Oui<br>Oui | 15 ans<br>15 ans | Prés comm.<br>Prés. Comm. |

(suite)

| Source  |                |         | Tribunaux                 |                  | Informations                 |
|---------|----------------|---------|---------------------------|------------------|------------------------------|
| Dossier | No. Source     | Date    | Nature du tribunal        | Lieu du tribunal | Nom                          |
| 181     | RB             | Mars 16 | Tribunal de Ville         | Gyoer-Sopron     | Fekete, Jozsef               |
| 182     | RB             | Mars 16 | Tribunal de Comté         | Gyoer-Sopron     | Soki, Antal                  |
| 183     | RB             | Mars 16 | Tribunal de Comté         | Gyoer-Sopron     | Acs, Jozsef                  |
| 184     | RB             | Mars 17 | Tribunal de Comté         | Tatabanya        | Kerpecs, Janos               |
| 185     | RB             | Mars 17 | Tribunal de Comté         | Tatabanya        | Bikas, Ference               |
| 186     | RB             | Mars 17 | Tribunal de Comté         | Tatabanya        | Gerencser, Julia             |
| 187     | RB             | Mars 17 | Tribunal de Comté         | Tatabanya        | Brenner, Jozsef              |
| 188     | Szabad<br>Fold | Mars 17 | Tribunal de Comté         | Gyula            | Erdodi, Laszlo               |
| 189     | RB             | Mars 20 | Tribunal Militaire        | Debrecen         | Jozsa, Gyogygy               |
| 190     | Nep            | Mars 21 |                           |                  | Szabo, Istvan                |
| 191     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Kardos, Karoly               |
| 192     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Hursan, Pal                  |
| 193     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Bencsik, Elek                |
| 194     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | CS., Lajos                   |
| 195     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Voros, Lajos                 |
| 196     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Hegely, Ferenc               |
| 197     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Mazan, Matyas                |
| 198     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Flender, Mihaly              |
| 199     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Szilagyi, Tibos              |
| 200     | Nep            | Mars 21 | Tribunal Militaire        | Kecskemet        | Szasz, Pal                   |
| 201     | Nep            | Mars 21 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Jakab, Jozsef                |
| 202     | Nep            | Mars 21 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Kathonai, Tibos              |
| 203     | RB             | Mars 22 | Cour de juridiction somm. |                  | Bajusz, Ferenc Jozsef        |
| 204     | SHI            | Mars 23 | Tribunal de Comté         | Miskolc          | Mikulas, Gabor               |
| 205     | SHI            | Mars 23 | Tribunal de Comté         | Miskolc          | Tokar, Dr. Vince             |
| 206     | SHI            | Mars 23 | Tribunal de Comté         | Miskolc          | Nizsei, Dr. Bela             |
| 207     | SHI            | Mars 23 | Tribunal de Comté         | Miskolc          | Zambory, Jozsef              |
| 208     | RB             | Mars 23 | Procès sommaire           | Szekszard        | Dromvari, Jozsef             |
| 209     | RB             | Mars 23 | Procès sommaire           | Szekszard        | Goedoe, Istvan               |
| 210     | RB             | Mars 23 | Procès sommaire           | Szekszard        | Goedoe, Sandor               |
| 211     | RB             | Mars 23 | Tribunal Ordinaire        |                  | Plusieurs hommes             |
| 212     | RB             | Mars 23 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Folly, Gabor                 |
| 213     | Nep            | Mai 5   | Cour supr                 |                  |                              |
| 214     | RB             | Mars 23 | Tribunal Militaire        | Gyor             | Koch, Jozsef                 |
| 215     | RB             | Mars 23 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Vasvari, Sandor              |
| 216     | RB             | Mars 23 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Horvath, Miklos<br>P., Gyula |
| 217     | RB             | Mars 23 | Tribunal de Ville         | Budapest         | P., Istvan                   |
| 218     | RB             | Mars 23 | Tribunal de Ville         | Budapest         | Huszar, Bela                 |



(suite)

| Source  |            |         | Tribunaux                                 |                  | Informations                 |
|---------|------------|---------|---|------------------|------------------------------|
| Dossier | No. Source | Date    | Nature du tribunal                        | Lieu du tribunal | Nom                          |
| 219     | RB         | Mars 23 | Tribunal de Ville                         | Budapest         | P., Istvan <sup>*)</sup>     |
| 220     | Nep        | Mars 26 | Tribunal de Ville<br>(Tribunal ordinaire) | Budapest         | Harcos, Oliver               |
| 221     | Nep        | Mars 26 | Tribunal de Ville<br>(Tribunal ordinaire) | Budapest         | Huber, Gyula                 |
| 222     | Nep        | Mars 26 | Tribunal de Ville<br>(Tribunal ordinaire) | Budapest         | Fazekas, Istvan              |
| 223     | RB         | Mars 29 | Tribunal Militaire                        | Budapest         | Balazs, Ferenc               |
| 224     | RB         | Mars 29 | Tribunal Militaire                        | Budapest         | Kos, Geza                    |
| 225     | RB         | Mars 31 |   |                  | Ludmany?, Imre               |
| 226     | MTI        | Avril 2 |   | Kecskemet        | Kiss, Mihaly Francia         |
| 227     | Nep        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-Sopron     | 1 (chief de groupe)          |
| 228     | NEP        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-sopron     | 2                            |
| 229     | NEP        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-sopron     | 3                            |
| 230     | NEP        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-sopron     | 4                            |
| 231     | NEP        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-sopron     | 5                            |
| 232     | NEP        | Avril 2 | Tribunal de Comté                         | Gyoer-sopron     | 6                            |
| 233-234 | RB         | Avril 2 | Tribunal de Ville                         | Budapest         | 2 garçons                    |
| 235     | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Szombati, Dr. Istvan         |
| 236     | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Berzsenyi, Gyoergy           |
| 237     | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Verebes, Lajos               |
| 238-241 | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | 4 Hommes                     |
| 242     | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Verres, Lajos                |
| 243     | RB         | Avril 3 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Meszaros, Gyoergy            |
| 244     | NSZ        | Avril 3 | Tribunal de Ville<br>Chambre Spéciale     | Budapest         | Both. Jozsef                 |
| 245     | RB         | Avril 5 | Tribunal de Ville                         | Budapest         | Horvath (Korbasz?)<br>Jozsef |
| 246     | RB         | Avril 5 | Tribunal de Ville                         | Budapest         | Boris, Jozsef                |
| 247     | RB         | Avril 5 | Tribunal de Ville                         | Budapest         | Kis, Vendel                  |
| 248     | His        | Avril 5 | Tribunal de Comté                         | Komarom          | Eszto, Zoltan                |
| 249     | RG         | Avril 6 | Tribunal Militaire                        | Gyor             | Csaszar, Jozsef Sr.          |
| 250     | RG         | Avril 6 | Tribunal Militaire                        | Gyor             | Csaszar, Jozsef Jr.          |
| 251     | EH         | Avril 6 | Tribunal de Comté                         | Miskolc          | Gyuro, Illes                 |

<sup>\*)</sup> Ne pas identique avec no. 217.

| sur les condamnés |            |  | Informations sur le procès |       |  |               |
|-------------------|------------|--|----------------------------|-------|--|---------------|
| Âge               | Profession | Accusation   | Condamnation               | Appel | Jugement d'appel                               | Execution     |
| min.              |            | Ne s'est pas présenté  | 8 mois                     |       |  |               |
|                   |            | Larcins  | 2½ ans                     |       |  |               |
|                   |            | Larcins  | 2½ ans                     |       |  |               |
|                   |            | Larcins  | 2 ans                      |       |  |               |
| 24                |            | Recel d'armes  | Mort                       | Oui   |  | Prés. exécuté |
| 24                | Institeur  | Recel d'armes;<br>Agitation contre les coop.<br>110 assassinats            | 10 ans<br>2½ ans           |       |  |               |
|                   |            | Recel d'armes  | 9 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 8 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 7 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 7 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 5 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 1½ ans                     |       |  |               |
|                   | Ecoliers   | Distribution de tracts   | Maison de correction       |       |  |               |
|                   |            | Contre-rev.  | Mort                       | Oui   | 13 ans   |               |
|                   |            | Contre-rev.  | Mort                       | Oui   | 11 ans   |               |
|                   |            | Contre-rev.  | 10 ans                     |       |  |               |
|                   |            | Contre-rev.  | 6 mois à 3 ans             |       |  |               |
|                   |            | Contre-rev.  | 12 ans                     | Oui   | La Cour Supr. a réduit la condamnation à 7 ans |               |
|                   |            | Contre-rev.  | 10 ans                     | Oui   | La Cour Supr. a réduit la condamnation à 8 ans |               |
|                   |            | Recel d'Armes  | 8 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Terrorisme; Prise d'armes a feu tentative d'exécution pendant contre-rev.  | 10 ans                     |       |  |               |
|                   |            | Terrorisme; Prise d'armes a feu; tentative d'exécution pendant contre-rev. | 6½ ans                     |       |  |               |
|                   |            | Terrorisme; prise d'armes a feu; tentative d'exécution pendant contre-rev. | 3½ ans                     |       |  |               |
|                   | Ingénieur  | Organisation de grèves   | 6 ans                      |       |  |               |
|                   |            | Attaque contre troupes soviet  | Acquitté                   |       |  |               |
|                   |            | Recel d'armes  |                            |       |  |               |
| 30                |            | Attaque contre troupes soviet  | Mort                       |       |  |               |
|                   |            | Recel d'armes  |                            |       |  |               |
|                   | Ouvrier    | Complot contre dem. pop.   | 14 ans                     |       |  |               |

(suite)

| Source  |            |          | Tribunaux          |                  | Informations         |
|---------|------------|----------|--------------------|------------------|----------------------|
| Dossier | No. Source | Date     | Nature du tribunal | Lieu du tribunal | Nom                  |
| 252     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Toth, Iлона          |
| 253     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Gyoengyoesi, Miklos  |
| 254     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Goenczi, Ferenc      |
| 255     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Molnar, Geza         |
| 256     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Obersovsky, Gyula    |
| 257     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Gali, Jozsef         |
| 257a    | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Kovacs, Ferenc       |
| 258     | RB         | Avril 3  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Pribelszki, Istvan   |
| 259     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Bago, Gyula          |
| 260     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Lukacs, Jozsef       |
| 261     | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Matefy-Csaba, Janos  |
| 261a    | RB         | Avril 8  | Tribunal de Ville  | Budapest         | Inconnu              |
| 262     | RB         | Avril 9  | Tribunal Militaire | Budapest         | Polya, Ferenc Sandor |
| 263     | RB         | Avril 9  | Tribunal Militaire | Budapest         | Bencsik, Jozsef Jr.  |
| 254     | RB         | Avril 9  | Tribunal Militaire | Budapest         | Bencsik, Jenő        |
| 265     | Nep        | Avril 10 | Tribunal Militaire | Budapest         | Schiff, Janos        |
| 266     |            | Avril 12 | Tribunal Militaire | Gyor             | Lasz, Sandor         |
| 267-287 | RB/MTI     | Avril 12 | Tribunal de Ville  | Budapest         | 21 hommes            |
| 288     | RB/MTI     | Avril 12 | Tribunal de Ville  | Budapest         | Lengyel, Laszlo      |
| 289     | RB         | Avril 14 | Tribunal de Ville  | Budapest         | Micsinai, Istvan     |

| sur les condamnés |               |   |              | Informations sur le procès |                                       |                  |  |
|-------------------|---------------|---|--------------|----------------------------|---------------------------------------|------------------|--|
| Âge               | Profession    | Accusation  | Condamnation | Appel                      | Jugement d'appel                      | Exécution        |  |
| 28                | Etudiant      | Assassinat; distrib. tracts anti-gouvernem.                             | Mort         | Oui                        |                                       | Exéc. Juin 20 RB |  |
| 26                |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernem.   | Mort         | Oui                        |                                       | Exéc. Juin 20 RB |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | Mort         | Oui                        |                                       | Exéc. Juin 20 RB |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 8 ans        | Oui                        | 14 ans                                |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 3 ans        | Oui                        | Commuée en peine de mort 20 juin RB   |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 1 an         | Oui                        |                                       |                  |  |
| 25                | agent de sûr. | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 10 ans       | Oui                        |                                       |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 6 mois       | Oui                        | 30 mois                               |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 6 mois       | Oui                        | 30 mois                               |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 10 ans       |                            |                                       |                  |  |
|                   |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 1 an         | Oui                        | 8 ans                                 |                  |  |
| 16                |               | Agitation anti-gouvernem. assassinat; distrib. tracts anti-gouvernement | 1 an         | Oui                        | 8 ans                                 |                  |  |
|                   |               | Recel d'armes   | 8 mois       | Oui                        | 3 ans                                 |                  |  |
|                   |               | Recel d'armes   | Mort         | Oui                        |                                       | Exécuté          |  |
|                   |               | Recel d'armes   | Mort         | Oui                        |                                       | Exécuté          |  |
| 27                | Ouvrier       | Recel d'armes   | Mort         | Oui                        | 15 ans                                |                  |  |
|                   |               | A rédigé articles séditions   | 1 1/2 ans    | Oui                        |                                       | Exécuté          |  |
|                   |               | Contre-rev.; assassinat   | 14 mort      | Oui                        |                                       |                  |  |
|                   |               |   | 4 vie;       |                            |                                       |                  |  |
|                   |               |   | un 15 ans;   |                            |                                       |                  |  |
|                   |               |   | un 10 ans;   |                            |                                       |                  |  |
|                   |               |   | un 5 ans     |                            |                                       |                  |  |
|                   |               | Compl. dans l'assassinat de deux off. de pol. par pend.                 |              |                            |                                       |                  |  |
|                   |               | Complice d'assassinat; abus de pouvoir                                  | 15 ans       | Oui                        | Condamnation commuée en peine de mort | Exécuté          |  |
|                   |               | Détention d'armes   |              |                            |                                       |                  |  |

(suite)

| Source  |             |          | Tribunaux                         |                  | Informations                 |
|---------|-------------|----------|-----------------------------------|------------------|------------------------------|
| Dossier | No. Source  | Date     | Nature du tribunal                | Lieu du tribunal | Nom                          |
| 290     | Radio Berzs | Avril 19 |                                   | Zalaegerszeg     | Klincser, Gyula              |
| 291     | Nep         | Avril 21 | Tribunal de Comté                 | Miskolc          | Ostorhazi, Laszlo            |
| 292     | Nep         | Avril 21 | Tribunal de Comté                 | Miskolc          | Haviar, Laszlo               |
| 293-294 | RB          | Avril 23 | Tribunal de Ville                 | Budapest         | 2 hommes<br>Magalin, Gyoergy |
| 295     | RB          | Avril 24 |                                   |                  |                              |
| 296     | RB          | Avril 24 |                                   |                  |                              |
| 297-309 | SHI         | Avril 24 | Tribunal de comté                 | Nograd           | 13 hommes<br>Szabo, Ervin    |
| 310     |             |          |                                   |                  |                              |
| 311     | SHI         | Avril 24 | Tribunal de Comté                 | Nograd           | Beda, Jozsef                 |
| 312     | SHI         | Avril 24 | Tribunal de comté                 | Nograd           | Jecsmenik, Andor             |
| 313     | SHI         | Avril 24 | Tribunal de Comté                 | Nograd           | Others                       |
| 314     | MTI         | Avril 25 | Cour Supreme                      |                  | Farkas, Mihaly               |
| 315     | RB          | Avril 25 | Tribunal Militaire                | Budapest         | Kiss, Janos                  |
| 316     | RB          | Avril 26 | Tribunal de Comté                 | Gyoer-Sopron     | Szekely, Sandor              |
| 317     | RB          | Avril 26 | Tribunal de comté                 | Gyoer-Sopron     | Fodor, Endre                 |
| 318     | RB          | Avril 26 | Tribunal militaire                | Debrecen         | Toeroek, Istvan              |
| 319     | RB          | Avril 26 | Tribunal militaire                | Debrecen         | Gegeny, Bela                 |
| 320     | RB          | Avril 26 | Tribunal militaire                | Debrecen         | Zomorb, Laszlo               |
| 321     | RB          | Avril 29 | Chambre populaire<br>Cour supreme | Budapest         | Kanyo, Bertalan              |
| 322     | RB          | Avril 30 | Tribunal de ville                 | Budapest         | Horti, Laszlo                |
| 323     | RB          | Avril 30 | Tribunal de ville                 | Budapest         | Varga, Tamas                 |
| 324     | RB          | Avril 30 | Tribunal de ville                 | Budapest         | Rac, Elek                    |
| 325     | Nep         | Mai 1    | Tribunal de Comté                 | Gyula            | Szabo, Sandor                |
| 326     | RB          | Mai 2    | Tribunal de Comté                 | Miskolc          | Toth, Janos                  |
| 327     | RB          | Mai 2    | Tribunal de Comté                 | Miskolc          | Kiss, Geza                   |

| sur les condamnés |  |  | Informations sur le procès                                     |       |                  |                  |
|-------------------|--|--|--|-------|------------------|------------------|
| Âge               | Profession                               | Accusation   | Condamnation   | Appel | Jugement d'appel | Exécution        |
|                   |  | Excit. en oct.-nov. 1956   |  |       |                  |                  |
|                   | Instituteur                              | Assassinat; excitation contre la dém. pop.   | Vie  |       |                  |                  |
|                   | Mineur                                   | Assassinat; excitation contre la dém. pop.<br>Recel d'armes; contre-rev.<br>Soulèvement armée contre les communistes<br>Soulèvement armée contre les communistes   | 12 ans   |       |                  |                  |
|                   | Ex-Président du conseil ouvrier de Comté |  | 8 ans  |       |                  |                  |
|                   | Président du Comté Nat. de Nagybatony    |  | 8 ans  |       |                  |                  |
|                   | Ancien fonct. du conseil ouvrier         |  | 7 ans  |       |                  |                  |
|                   |  | Violation de lieux publics<br>Recel d'armes à feu  | 2-2½ ans<br>16 ans<br>Mort                                     |       |                  | Prés.<br>Exécuté |
|                   | Etudiant                                 | Actes contre-rev.<br>Actes contre-rev. acts<br>Recel d'armes et de munitions<br>Recel d'armes et de munitions  | Vie<br>5 ans<br>15 ans<br>10 ans                               |       |                  |                  |
|                   | Technicien                               | N'a pas informé les autorités de recel d'armes<br>Assassinat de policiers et contre-rev.<br>Comploté pour renverser la dem. pop.; recel d'armes<br>distribution de tracts<br>Comploté pour renverser la dem. pop.; recel d'armes<br>distribution de tracts<br>Comploté pour renverser la dem. pop.; recel d'armes;<br>distribution de tracts<br>Comploté pour renverser la dem. pop. franch. illegal de la frontière | 10 ans<br>Mort confirmé<br>15 ans<br>10 ans<br>5 ans<br>8½ ans | Oui   |                  | Exécuté          |
|                   | Agent de pol.                            |  | Mort<br>Vie  |       |                  |                  |

(suite)

| Source  |              |        | Tribunaux          |                  | Informations               |
|---------|--------------|--------|--------------------|------------------|----------------------------|
| Dossier | No. Source   | Date   | Nature du tribunal | Lieu du tribunal | Nom                        |
| 328     | RB           | Mai 7  | Tribunal militaire | Budapest         | Gacsko, Istvan             |
| 329     | RB           | Mai 7  | Tribunal militaire | Budapest         | Alapi, Laszlo              |
| 330     | RB           | Mai 7  | Tribunal militaire | Budapest         | Toth, Miklos               |
| 331     | RB           | Mai 7  | Tribunal militaire | Budapest         | Kelemen, Karoly            |
| 332     | RB           | Mai 7  | Tribunal militaire | Budapest         | Kiss, Antal                |
| 333     | SHI          | Mai 9  | Tribunal de ville  |                  | Cserbakoi, Endre           |
| 334     | SHI          | Mai 9  | Tribunal de ville  |                  | Wiszt, Marta               |
| 335     | MTI          | Mai 10 | Cour supreme       |                  | Palhazi, Ferenc            |
| 336     | MTI          | Mai 10 | Cour Supreme       |                  | Preis, Zoltan              |
| 337     | RB           | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Baranya          | Dobrovics, Emil            |
| 338     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Sinkovits, Gyula           |
| 339     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Racz, Sandor               |
| 340-345 | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | 6 hommes                   |
| 346     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Toth, Bela K.              |
| 347     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Kiss, Arpad                |
| 348     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Imre, Karoly               |
| 349     | MTI          | Mai 13 | Tribunal de Comté  | Budapest         | Kasa, Sandor               |
| 350     | Radio Szomb. | Mai 13 |                    |                  | Kosa, Ferenc               |
| 351     | Radio Szomb. | Mai 13 |                    |                  | Szabo, Lajos               |
| 352     | SHI          | Mai 15 |                    |                  | Pozsar, Istvan             |
| 353     | RB           | Mai 17 | Procedure sommaire | Budapest         | Kovacs, Lajos et complices |
| 354     | RB           | Mai 18 | Cour supreme       | Miskolc          | Misita (Misuta?), Dezsoe   |
| 355     | RB           | Mai 18 | Tribunal de Comté  | Debrecen         | Bede, Laszlo               |
| 356     | NSZ          | Mai 18 | Tribunal de Comté  | Mosonmagyaróvár  | Kertesz, Erno              |
| 357     | NSZ          | Mai 18 | Tribunal de Comté  | Mosonmagyaróvár  | Teszars, Bela              |

| sur les condamnés |                         |   | Informations sur le procès     |            |  |           |
|-------------------|-------------------------|---|--------------------------------|------------|--|-----------|
| Âge               | Profession              | Accusation  | Condamnation                   | Appel      | Jugement d'appel                                   | Exécution |
| min.              | Mineur                  | A fait sauter le pont de chemin de fer                  | Mort                           |            |  | Exécuté   |
|                   |                         | A fait sauter le pont de chemin de fer                  | Mort                           |            |  | Exécuté   |
|                   |                         | A fait sauter le pont de chemin de fer                  | Mort                           | Oui        |  |           |
|                   |                         | A fait sauter le pont de chemin de fer                  | 15 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | A fait sauter le pont de chemin de fer                  | Mort                           | Oui        |  |           |
|                   |                         | A pris part aux combats                                 | Vie<br>5 ans                   | Oui<br>Oui |  |           |
|                   |                         | App. au groupe contre-rev.                              | Mort                           |            |  | Exécuté   |
|                   |                         | App. au groupe contre-rév.                              | Mort                           |            |  | Exécuté   |
|                   |                         | Grève pour ailer la contre-rev.                         | 14 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | Vie                            |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 15 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 1-5 ans                        |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 12 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 10 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 13 ans                         |            |  |           |
| 26                | Assistants d'université | Organisation récente d'activités subv. et recel d'armes | 7 ans                          |            |  |           |
|                   |                         | Recel d'armes   | 1 an                           |            |  |           |
|                   |                         | Franchissement illegal de la frontière                  | Relâché                        |            |  |           |
|                   |                         | Contre-rev.   | Relâché pour cause de repentir |            |  |           |
|                   |                         | Recel d'armes   |                                |            |  |           |
|                   |                         | Contre-rev.; terroriste                                 | 8 ans                          | Oui        | Commué par la chambre pop. en emprisonnement à vie |           |
|                   | Professeur              | Attaque contre les fore. sov.                           | 15 ans                         |            |  |           |
|                   |                         | A organisé le franchissement illegal de la frontière    | 20 mois                        |            |  |           |
|                   |                         | A organisé franchissement illegal de la frontière       |                                |            |  |           |

(suite)

| Source  |            |        | Tribunaux          |                  | Informations          |
|---------|------------|--------|--------------------|------------------|-----------------------|
| Dossier | No. Source | Date   | Nature du tribunal | Lieu du tribunal | Nom                   |
| 358     |            | Mai 21 | Tribunal militaire | Dunapentele      | Pados, Prof. Istvan   |
| 359-363 |            | Mai 21 | Tribunal militaire | Dunapentele      | 5 hommes              |
| 364     |            | Mai 21 | Tribunal militaire | Dunapentele      | Izinger, Gyula        |
| 365     |            | Mai 21 | Tribunal Militaire | Dunapentele      | Nagyeri, Karoly       |
| 366     | RB/MTI     | Mai 22 | Tribunal militaire | Debrecen         | Kiss, Sandor          |
| 367     | RB/MTI     | Mai 22 | Tribunal militaire | Debrecen         | Szrog, Sandor         |
| 368     | SHI/MTI    | Mai 22 | Tribunal de ville  | Budapest         | Kabelacs, Pal         |
| 369     | SHI/MTI    | Mai 22 | Tribunal de ville  | Budapest         | Kabelacs, Karolyi     |
| 370     | MTI        | Mai 23 | Tribunal de Ville  | Budapest         | Roszner, Baron Istvan |
| 371     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Foeldes, Gabor        |
| 372     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Tihany, arpad         |
| 373     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Gulyas, Lajos         |
| 374     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Laszlo Weintreger     |
| 375     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Lajos Cifrik          |
| 376     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Imre Zsigmond         |
| 377     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Jurik, Antal          |
| 378     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Korodi, Karoly        |
| 379     | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Zalai, Ferenc         |
| 380-385 | SHI/RB     | Mai 23 | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | 6 hommes              |
| 386     | RB/MTI     | Mai 23 | Tribunal de Ville  | Budapest         | Oersi, Istvan         |
| 387     | RB/MTI     | Mai 23 | Tribunal de ville  | Budapest         | Szabo, Bela           |
| 388     | RB/MTI     | Mai 23 | Tribunal de ville  | Budapest         | Nagy, Mihaly          |
| 389     | RB/MTI     | Mai 23 | Tribunal de ville  | Budapest         | Molnar, Sandor        |
| 390     | RB/MTI     | Mai 23 | Tribunal de ville  | Budapest         | Kaldor, Dr. Vera      |
| 391     | SHI        | Mai 23 | Tribunal de ville  | Budapest         | Preszmayer, Agoston   |

<sup>1)</sup> Par le procureur d'état.

| sur les condamnés |                      |   | Informations sur le procès |                   |                  |           |
|-------------------|----------------------|---|----------------------------|-------------------|------------------|-----------|
| Âge               | Profession           | Accusation  | Condamnation               | Appel             | Jugement d'appel | Exécution |
|                   | Instituteur          | Coupable d'arrestation de gens; a été mêlé à l'émission radiophonique de l'appel des écrivains; contre-rev.           | Vie                        | Oui <sup>1)</sup> |                  |           |
|                   |                      | Coupable d'arrestation de gens; 5-10 ans; a été mêlé à l'émission radiophonique de l'appel des écrivains; contre-rev. | 5-10 ans                   | Oui               |                  |           |
|                   | Lieutenant           | Coupable d'arrestation de gens; a été mêlé à l'émission radiophonique de l'appel des écrivains; contre-rev.           | 7 ans                      | Oui               |                  |           |
|                   | Capitaine            | Coupable d'arrestation de gens; a été mêlé à l'émission radiophonique de l'appel des écrivains; contre-rev.           | Vie                        | Oui               |                  |           |
|                   |                      | Assassinat et vol d'un soldat sov.  | Mort                       |                   |                  | Exécuté   |
|                   |                      | Assassinat et vol d'un soldat sov.  | Mort                       |                   |                  | Exécuté   |
|                   |                      | A pris part à l'attaque contre le building de la radio  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | A pris part à l'attaque contre le building de la radio  | Vie                        |                   |                  |           |
|                   | Propriétaire terrien | Contre-rev.   | 3 ans                      |                   |                  |           |
|                   | Dir. théâtre         | Assassinat; incitat. contre-rev.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   | Maître d'école       | Assassinat; incitat. contre-rev.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   | Pasteur              | Assassinat; incitat. contre-rev.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | Assassinat; incitat. contre-rev.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | Assassinat; incitat. contra-rév.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | Assassinat; incitat. contre-rév.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | Assassinat; incitat. contre-rev.  | Mort                       |                   |                  |           |
|                   |                      | Assassinat; incitat. contre-rev.  | De 6 mois a vie            |                   |                  |           |
|                   | Poete                | Assassinat; incitat. contre-rev.  | 5 ans                      |                   |                  |           |
|                   |                      | Distribution de tracts; a participé aux émissions de la radio Kossuth   |                            |                   |                  |           |
|                   |                      | Contre-rev.   |                            |                   |                  |           |
|                   |                      | Contre-rev.   |                            |                   |                  |           |
|                   |                      | Contre-rev.   |                            |                   |                  |           |
|                   |                      | Contre-rev.   |                            |                   |                  |           |
|                   |                      | A essayé de renverser le Prés. Kadar; Pillage; a essayé de s'échapper   | Mort                       |                   |                  | Exécuté   |

suite)

| Source  |            |                      | Tribunaux          |                  | Informations          |
|---------|------------|----------------------|--------------------|------------------|-----------------------|
| Dossier | No. Source | Date                 | Nature du tribunal | Lieu du tribunal | Nom                   |
| 392     | SAI        | Mai 23               |                    | Budapest         | Groupe-rev.           |
| 393     | RB/MTI     | Mai 21/24            | Tribunal militaire | Budapest         | Boros, Istvan         |
| 394     | RB/MTI     | Mai 21/24            | Tribunal militaire | Budapest         | Kuelloes, Imre        |
| 395     | RB/MTI     | Mai 21/24            | Tribunal militaire | Budapest         | Cziho, Pal            |
| 396     | RB/MTI     | Mai 21/24            | Tribunal militaire | Budapest         | Papp, Balint          |
| 397     | RB/MTI     | Mai 21/24            | Tribunal militaire | Budapest         | Tajti (Tajki?) Ferenc |
| 398     | MTI        | Mai 29               |                    |                  | Kemal, Ekrem          |
| 399     |            | Mai 30 <sup>1)</sup> |                    | Budapest         | Bibo, Istvan          |
| 400     |            | Mai 30 <sup>1)</sup> |                    | Budapest         | Szigeti, Attila       |
| 401     |            |                      |                    |                  | Anygal, Istvan        |
| 402     | RB         | Mai 31               | Tribunal de Ville  | Budapest         | Nagy, Deszoe (Mrs.)   |
| 403     | RB         | Juin 2               | Tribunal militaire | Szekszard        | Banda, Sandor         |
| 404     | RB         | Juin 2               | Tribunal militaire | Szekszard        | Füred, Istvan (Mrs.)  |
| 405     | RB/MTI     | Juin 8               | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Mihaly, Lemdvai       |
| 406     | RB/MTI     | Juin 8               | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | Gyoergy, Peterdy      |
| 407-409 | RB/MTI     | Juin 8               | Tribunal de Comté  | Gyoer-Sopron     | 3 hommes              |
| 410     |            | Juin 8 <sup>1)</sup> |                    | Budapest         | Bobak, Jozsef         |
| 411     |            | Juin 8 <sup>1)</sup> |                    | Budapest         | Harazin, Janos        |
| 412     |            | Juin 8 <sup>1)</sup> |                    | Budapest         | Sijler, Laszlo        |
| 413-417 |            |                      |                    | Budapest         | 5 hommes              |
| 418     | MTI        | Juin 21              | Tribunal de Ville  | Budapest         | Piroska, Janko (Mrs.) |
| 419-421 | MTI        | Juin 22              |                    | Budapest         | 3 hommes              |
| 422     | MTI        | Juin 22              | Tribunal militaire | Györ             | Hetz                  |
| 423     | MTI        | Juin 22              | Tribunal militaire | Györ             | Geiszt, Joseph        |

<sup>1)</sup> Ces condamnations n'ont pas été confirmées de source officielle mais sont indiqués ici parce que les plus récentes.

| sur les condamnés |   |   | Informations sur le procès |       |                  |           |
|-------------------|---|---|----------------------------|-------|------------------|-----------|
| Âge               | Profession  | Accusation  | Condamnation               | Appel | Jugement d'appel | Exécution |
|                   |   | a essayé de renverser le Présid. Kadar; Pillage; a essayé de s'échapper   | 1 à 6 ans                  |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | 7 ans                      |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | 10 ans                     |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | 5 ans                      |       |                  |           |
| 33                | Lieutenant<br>Employé<br>Technicien<br>Directeur de de transport<br>Président d' org. loc.        | Contre-rev.   | 5 ans                      |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | 10 ans                     |       |                  |           |
| 29                | Anc. min.<br>Contremaître<br><br>Ecrivain<br>Ecrivain<br><br>Ecrivain<br>Ecrivain<br>Journalis- } | Contre-rev.   | 10 ans                     |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | 8 années                   |       |                  |           |
|                   |   | Contre-rev.   | mort                       |       |                  |           |
|                   |   | Excitation contre la dém. pop.  | 8 années                   |       |                  |           |
|                   |   | Excitation contre la dém. pop.  | 5 années                   |       |                  |           |
|                   |   | Excitation contre la dém. pop.  | 8 mois à 5 années          |       |                  |           |
|                   |   | Organisation d'un journal; bureau d'information pendant la révolution; organisation de la „Un. Hongr. des Travailleurs” | mort                       |       |                  |           |
|                   |   | Attaque sur le Q.G. de la Partie 30 octobre 1956  | mort                       |       |                  |           |
|                   |   | assassinat  | mort                       |       |                  |           |
|                   |   | détention illégale d'armes  | 15 années                  |       |                  |           |

